2ème circ. 1er Tour



Élections Législatives de Mars 1967

Circonscription de Rennes-Sud

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

J'ai l'honneur de venir solliciter vos suffrages à l'occasion des élections législatives du 5 mars 1967.

Né en Ille-et-Vilaine voici quarante-cinq ans, fils d'ouvrier, avocat depuis vingt ans, je crois bien connaître vos préoccupations et vos soucis.

Je voudrais vous exposer, en dehors de toute polémique, loyalement et honnêtement, mon but et mon programme.

STABILITÉ :

Elle est indispensable au Pays. Mais celui-ci doit savoir que nul n'a le droit de s'en arroger le bénéfice et de dire qu'elle est son œuvre.

Elle résulte de la Constitution que, comme des millions de Français, j'ai votée en 1958.

Il ne s'agit pas de promouvoir un régime d'assemblée tel que nous l'avons connu. Mais il ne saurait être question davantage de transformer le Parlement en une caricature d'assemblée qui n'est pas disciplinée, mais « aux ordres » et qui s'engage par avance à voter tout ce qu'on lui propose.

Voter pour un candidat qui prend un tel engagement c'est voter inutile, puisque le député ne servira à rien et ne sera qu'un « béni-oui-oui ».

MON BUT :

Rester un homme libre qui aura le courage de dire qu'il n'est pas d'accord si sa conscience le lui dicte.

La majorité que nous avons connue depuis cinq ans n'est unie par aucun programme, aucune doctrine.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir les déchirements intérieurs dont la presse s'est fait l'écho, les « oui-oui », les « oui-non », les « oui-mais » de cette majorité qui sont la preuve que si le Président de la République disparaissait, l'U.N.R. éclaterait en diverses fractions incapables de s'entendre.

C'est pour répondre à l'angoissante question des lendemains que s'est constitué le Centre Démocrate, mouvement jeune et dynamique qui veut dépasser les vieilles frontières et surmonter les divisions.

Mais, dès maintenant, je pense que des erreurs graves ont été commises, que des revendications légitimes n'ont pas été acceptées, que certaines orientations en politique extérieure et intérieure sont dangereuses.

POLITIQUE EXTÉRIEURE :

Dans un monde où s'affrontent des continents entiers, la France, isolée, ne peut valablement garantir sa sécurité qui repose, nous dit-on, sur « notre » bombe atomique.

Mais malgré les sommes énormes englouties — 300 milliards pour la seule base du Pacifique — nous n'avons qu'une arme ridiculement désuète, qui a vingt ans de retard et qui ne sera jamais une véritable force de dissuasion.

Dans le journal **La France catholique** du 26 novembre 1966 il était écrit que notre force de frappe représente 1/40 000 de la force de frappe soviétique et 1/83 000 de la force de frappe américaine. C'est tout dire.

La France ne sera forte que si elle accepte de s'unir avec les autres pays de notre vieux continent pour faire l'Europe : une Europe communautaire qui, sur tous les plans, pourra parler d'égal à égal avec les géants russe et américain.

La création de cette Europe constituerait le meilleur moyen de maintenir la paix mondiale.

POLITIQUE INTÉRIEURE :

La politique de gaspillage, de prestige, les dépenses qui en sont résultées ont abouti à faire prendre à notre pays un retard considérable dans de nombreux domaines. Il est indispensable que des efforts importants et possibles soient faits dans les domaines suivants :

LOGEMENT. — C'est la France qui, de tous les pays du marché commun, construit le moins de logements par rapport à sa population. Voici les chiffres de 1965 :

FRANCE : 412 000. — ALLEMAGNE DE L'OUEST : 630 000. — ITALIE : 600 000.

Dans les grandes villes, les appartements neufs trop chers ne trouvent pas preneurs et les jeunes ménages de condition modeste ne peuvent se loger.

Et pourtant, combien de logements aurait-on pû faire avec un seul Mirage IV qui coûte 3 milliards !

EMPLOI. — Depuis la Libération la France n'a jamais eu autant de chômeurs qu'aujourd'hui.

Il est lamentable de penser que c'est d'ailleurs voulu et organisé. M. POMPIDOU ne disait-il pas que pour peser sur les prix, il fallait « un léger chômage ».

Il parlait bien sûr des salaires, alors que depuis 1958 la France est passée au dernier rang des pays du marché commun pour le taux de l'expansion industrielle et pour l'accroissement du pouvoir d'achat.

ENSEIGNEMENT. — Bien que le gouvernement déclare l'enseignement prioritaire, la progression de son budget en 1967 sera inférieure à celle de l'ensemble de celui-ci.

Progression du budget : 10,3 %. — Progression de l'Education nationale : 4,4 %.

HOSPITALISATION. — Trop de taudis hospitaliers. Pas assez de personnel soignant.

L'Italie et l'Allemagne consacrent 4,1 % de leur produit national aux investissements sanitaires, la France, seulement 2,50 %.

ROUTES ET TÉLÉPHONE. — En 1965, l'Allemagne avait 3 220 km d'autoroute, l'Italie, 1 660, la France, 497. — En 1970, l'Allemagne aura 7 000 km, l'Italie 4 275, la France 1 600.

Pourtant c'est en France que l'essence coûte le plus cher.

Combien d'accidents seraient évités, combien de blessés graves et de morts ne seraient pas à déplorer si nous avions un réseau routier convenable !

Et que dire du téléphone, lequel est devenu pourtant un moyen de travail, qu'il faut souvent attendre des années avant de pouvoir être abonné.

Ainsi donc huit années de pouvoir sans partage n'ont pas résolu les grands problèmes économiques et sociaux : l'emploi est menacé, la crise du logement s'aggrave, nous manquons de centres de formations et d'équipements collectifs.

Nous voulons :

— La relance de l'économie par une politique d'investissements rationnels. — Une politique réaliste et efficace du logement. — La recherche du plein emploi assurant l'amélioration du niveau de vie. — La lutte contre les inégalités sociales. — Un effort particulier en faveur de la Bretagne : la loi-programme promise en 1962 n'a jamais vu le jour.

— **Aux commerçants et aux artisans** qui risquent d'être écrasés par les grosses sociétés, je dis qu'ils doivent garder leur place dans la vie économique et sociale du pays.

— **Aux ouvriers,** qu'ils ont le droit d'avoir un salaire leur permettant d'élever dignement leur famille;

— **Aux cultivateurs** que la rentabilité de leur exploitation doit être assurée : que ceux-ci n'oublient pas que M. RUEFF, grand expert du Régime et président de la fameuse Commission chargée de définir les options économiques du pouvoir, déclarait en 1959 qu'il fallait maintenir l'agriculture « dans un état permanent de sous-rémunération ».

— **Aux anciens combattants** qu'ils ont droit à la reconnaissance du pays, non pas seulement en paroles, mais d'abord en actes ;

— **Aux rapatriés d'Algérie** qu'il est juste et équitable qu'ils soient indemnisés ;

— **Aux jeunes** que le pays doit faire pour eux l'effort nécessaire pour qu'à la sortie de l'école ou de leur apprentissage, ils aient du travail ;

— **Aux anciens et aux anciennes** qu'ils ont suffisamment travaillé pour avoir droit de voir leurs vieux jours assurés ;

— **Aux maires et élus municipaux** que l'Etat ne fait pas son devoir en transférant sur les collectivités locales des charges de plus en plus lourdes et refusant l'aide qu'ils sont en droit d'attendre pour réaliser les programmes d'équipement nécessaires.

Il ne s'agit pas de faire de la démagogie, mais de rappeler que « gouverner c'est l'art de rendre les hommes heureux ».



AVEC TOUS LES FRANÇAIS,

Je dis que chaque citoyen a le droit et le devoir de participer à la construction de la France de demain, qui ne doit pas être laissée à une minorité de technocrates, mais contrôlée et dirigée par les représentants du pays.

Votre vote engage la République pour cinq ans. Je vous propose de la construire avec moi : DÉMOCRATIQUE, SOCIALE, EUROPÉENNE.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Joseph FARAMIN

Commerçant,
Maire
et Conseiller général de Montauban

Henri GARNIER

Avocat à la Cour
Conseiller municipal de Rennes
Conseiller général d'Ille-et-Vilaine

Candidat Centre Démocrate

Imp. G. Laigneau, Rennes